

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21014 - 78ÈME ANNÉE

18 % de la population de la République dans la grande pauvreté se concentre à la Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique et à La Réunion : échec d'un cadre vieux de 76 ans

Les Réunionnais doivent avoir les moyens de décider de lutter contre la pauvreté

A La Réunion et dans les anciennes colonies devenues département en 1946, la pauvreté n'est pas une fatalité, elle est le résultat de politiques décidées dans le cadre de l'intégration et qui ont pour résultat une pénurie d'emploi. En septembre et octobre prochain auront lieu d'importantes rencontres pour l'avenir de La Réunion : les signataires de l'Appel de Fort-de-France sont invités par le président de la République et le Sénat auditionnera des responsables politiques, notamment de La Réunion, dans la perspective d'une révision quasi inévitable de la Constitution. La situation sociale à La Réunion rappelle qu'il est plus que souhaitable que l'objectif principal de l'évolution possible du cadre des relations avec la France dans la République soit de donner les moyens aux Réunionnais de décider de remettre en cause un système qui produit cette pauvreté.

INSEE Focus n°270 paru le 11 juillet compare la pauvreté dans les anciennes colonies devenues département avec la situation en France. Voici un extrait :

« Au seuil national, le taux de pauvreté monétaire est 2 à 4 fois plus élevé en outre-mer qu'en France métropolitaine, en lien avec des niveaux de vie plus faibles dans les DOM [Audoux et al., 2020]. La privation matérielle et sociale y est également de 3 à 5 fois plus fréquente [Robin, 2020]. Les écarts se retrouvent de manière accentuée sur la grande pauvreté. En 2018, la part des personnes vivant en logement ordinaire en situation de grande pauvreté est de 10 % en Martinique, 12 % en Guadeloupe, 14 % à La Réunion et atteint 29 % en Guyane, département le plus fortement touché, contre 2 % en France métropolitaine. Au total, 18 % de la population française (hors Mayotte) en situation de grande pauvreté en logement ordinaire vit dans les DOM historiques (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion), alors que ces territoires rassemblent seulement 3 % de la population. »

L'INSEE note également que :

« Outre sa dimension monétaire, la caractéristique majeure de la grande pauvreté par rapport à des situations moins aiguës de pauvreté est la fréquence de privations, y compris pour des besoins fondamentaux comme la nourriture ou l'habillement pour 4 à 8 personnes sur 10 en situation de grande pauvreté. »

La loi sur le pouvoir d'achat rappelle les limites du cadre actuel

Cette grande pauvreté résulte principalement de la situation de l'emploi : c'est la pénurie. Déjà au milieu des années 1970, 25 % des travailleurs étaient totalement ou partiellement en situation de chômage à La Réunion. Il en découle une précarité qui se reproduit de génération en génération, avec des revenus proches des minima sociaux pour une part importante de la population. Ceci a pour effet une retraite qui est au mieux égale au minimum vieillesse pour les personnes victimes de la pénurie d'emploi.

Si la France était confrontée à pareille situation, nul doute que le projet de loi sur le pouvoir d'achat aurait été d'une toute autre nature. Mais ce n'est pas le cas. Des députés de La Réunion ont demandé des adaptations de ce projet de loi à cette situation spécifique. Elles leur ont été refusées au nom du risque de « rupture d'égalité ». Le cadre institutionnel actuel montre ses limites, alors qu'une partie importante de la population vit dans des conditions intolérables.

L'éradication de la grande pauvreté : premier Objectif de développement durable

En septembre et octobre prochain auront lieu d'importantes rencontres pour l'avenir de La Réunion : les signataires de l'Appel de Fort-de-France sont invités par le président de la République et le Sénat auditionnera des responsables politiques, notamment de La Réunion, dans la perspective d'une révision quasi inévitable de la Constitution. La situation sociale à La Réunion rappelle qu'il est plus que souhaitable que le premier objectif de l'évolution possible du cadre des relations avec la France dans la République soit de remettre en cause un système qui produit cette pauvreté. La République a d'ailleurs ratifié les Objectifs de développement durable de l'ONU, dont le premier est l'éradication de la grande pauvreté d'ici 2030.

grandes responsabilités pour les Réunionnais. Il est important que ces nouvelles compétences puissent donner les moyens de décider d'une politique adaptée pour lutter contre la grande pauvreté, puisque les 76 années du cadre actuel n'ont pas permis de relever ce défi.

Pour élaborer ces mesures dans la concertation la plus large, le PCR propose depuis 2018 la Conférence territoriale élargie aux forces vives. Elle sera le lieu d'élaboration d'un projet réunionnais qui ne manquera pas de faire de la lutte contre la pauvreté une priorité.

M.M.

Conférence territoriale élargie

L'évolution du cadre peut se traduire par de plus

La Chine ambitionne de retrouver sa place d'avant l'ère coloniale et les dirigeants américains paniquent

Pourquoi les États-Unis agressent-ils la Chine ?

La visite de Mme Pelosi à Taïwan est un acte de guerre qui aurait pu déboucher sur un carnage, sans le sang-froid des dirigeants chinois. L'histoire retiendra qu'à cet instant précis, Mme Tsai Ing Wen a facilité l'opération de la belligérante, transportée et escortée par des militaires américains. Pas sûr que cette tentative de diviser la Chine sauvera les États-Unis du déclin.

Par exemple, tous les moyens ont été utilisés pour salir la réputation de la Chine et torpiller les JO d'hiver de Beijing, en février 2022. Le Comité Olympique a résisté. Finalement, ce fut une grande performance organisationnelle, sportive et diplomatique. Les sportifs originaires de Taïwan ont pu partager la réussite commune, sous le drapeau Chine-Taïwan. Il en est du sport comme de l'économie ou tout autre domaine : l'exercice d'une seule Chine a boosté la prospérité commune, chinoise et mondiale.

Que la Chine ambitionne de retrouver sa place d'avant l'ère coloniale et les dirigeants américains paniquent. Jugez-en.

La nouvelle doctrine américaine

Depuis l'arrivée de Trump au pouvoir, les États-Unis remettent en cause les accords conclus entre Richard Nixon et Mao Zedong, après la rencontre historique du 21 février 1972. La nouvelle doctrine a été énoncée par le secrétaire d'État Mike Pompeo, ancien directeur de la CIA, le 23 juillet 2020, à la Bibliothèque Présidentielle, au Musée Richard Nixon. Le titre de son allocution : « Le Parti communiste Chinois et l'avenir du monde libre ». Il délivre un sentiment de dépit sans nuance : « Qu'a gagné le peuple américain 50 ans après l'ouverture du dialogue avec la Chine ? »

Il répond lui-même :

« Écoutez, il faut se rendre à l'évidence. Nous devons admettre une vérité douloureuse qui doit nous guider dans les années et les décennies à venir. En effet, si nous voulons un 21e siècle libre, et non le siècle chinois dont rêve Xi Jinping, l'ancien paradigme du dialogue aveugle avec la Chine ne nous conduira tout simplement à rien. Nous ne devons pas continuer et nous ne devons pas y revenir. Comme l'a dit très clairement le président Trump, il nous faut une stratégie qui protège l'économie américaine et, en fait, notre mode de vie... ».

Pas besoin d'être psychanalyste pour noter l'expres-

sion d'un échec.

Cela ressemble étrangement à un athlète véreux qui s'est fait dépasser en pleine compétition. Au lieu de se remettre en cause, il va chercher des complicités pour briser la jambe de son concurrent et maintenir sa suprématie. Mike Pompeo évalue les difficultés de la tâche et énonce les moyens en ces termes.

« Nous ne pouvons donc pas faire face seuls à ce défi. Les Nations unies, l'OTAN, les pays du G7, le G20, nos capacités économiques, diplomatiques et militaires combinées sont sûrement suffisantes pour relever ce défi si nous les utilisons avec clarté et avec beaucoup de courage. Le moment est peut-être venu pour un nouveau groupement de nations partageant les mêmes idées, une nouvelle alliance de démocraties. »

Le décor est planté. Même l'ONU est impliquée dans cette guerre d'un genre nouveau !

La farce de la « nouvelle alliance des démocraties »

C'est le 11 août 2021 que Biden lance son invitation à un « Sommet du monde libre », pour la fin de l'année. Ce jour-là, il n'est pas préoccupé par l'arrivée des Talibans à Kaboul, le 15 août, mais par la Chine ! Le mois suivant, le 15 septembre 2021, la France apprend que Biden a chipé son contrat de sous-marins avec l'Australie, pour constituer une alliance anti-chinoise AUKUS (Australie-Angleterre-US) dont elle est exclue. Pour encercler la Chine, on se tire dans le dos dans le G7 avec une balle de 56 milliards.

Et, le 9 décembre 2021, le Sommet se tient comme prévu ; les échanges ont eu lieu en virtuel mais rendez-vous a été donné pour une rencontre physique, en 2022 aux États-Unis pour faire le point sur les projets en matière de « démocratie ». Extrait du communiqué du 11 août :

« Après une année de consultation, de coordination et d'action, le président Biden invitera les dirigeants du monde entier à se réunir une nouvelle fois pour présenter les progrès réalisés par rapport à leurs engagements. »

C'est dans ce contexte de guerre ouverte contre la Chine qu'il faut comprendre le déplacement de

Mme Pelosi. Les discours tonitruants sur la démocratie cachent une invitation publique faite aux autorités de Taïwan de se rendre aux États-Unis, pour servir de caution à la division du territoire chinois, internationalement reconnu. Quand on connaît la nouvelle doctrine des dirigeants américains et leurs interventions belliqueuses partout dans le monde, les Réunionnais doivent soutenir la partie chinoise et dénoncer les actes de guerres qui mettent en péril la paix mondiale.

Les signes du déclin américain

Dans son discours introductif du 9 décembre 2021, Biden a le toupet d'annoncer un important soutien financier aux médias libres et aux journalistes lanceurs d'alertes. Ce serait honnête, s'il n'y avait pas le cas de Julien Assange, journaliste libre, créateur de WikiLeaks et lanceur d'alertes qui croupit dans les prisons anglaises, sur plainte des États-Unis ou bien Edward Snowden, réfugié en Russie, après avoir décrit l'espionnage généralisé par la NSA. L'un est Australien et l'autre est Américain. Ce sont 2 activistes persécutés au cœur du « monde libre ».

Et, c'est également aux États-Unis que des citoyens en colère envahissent le Capitole et font la sieste dans le bureau de Mme Pelosi ! C'est dans ce pays que la Cour Suprême vient d'ordonner que tout citoyen américain est libre de porter des armes dans l'espace public. Avis aux amateurs de carnages !

Au lieu de s'occuper de son pays qui va à la dérive, la grande Démocrate Mme Pelosi fait 11 000 km, pénétrant sans autorisation l'espace territorial de la Chine, internationalement reconnu, pour défier ses dirigeants. Cet acte de guerre qui ne dit pas son nom a provoqué les exercices militaires de l'armée populaire de libération (APL) qui préfigurent un contrôle strict des entrées et sorties de l'espace aérien et maritime chinois. Comment va réagir l'enclave taïwanaise ? Finalement, il n'est pas sûr que cette agression est une prouesse qui va sauver les États-Unis du déclin historique. Déjà 170 États ont réitéré leur soutien au principe d'une seule Chine.

Ary Yee-Chong-Tchi-Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Bonpé bone volonté pou sov zoizo La Rényon Akoz pa konfyé sa lo gran sèrvis l'anvironeman ?

Mézami mi rapèl ankor zordi kan mwin lété marmaye, l'avé in kolèr d'zoizo téi vien la kaz po vande zoizo li la trape dann la foré Piton boi d'nèf-Sinte klotid. Souvan dé foi li téi amenn in pti goni ranpli avèk zoizo la foré : zoizo vèr, zoizo blan, zoizo jone, mèrl épi d'ote ankor. Mi rapèl pa si momon-papa téi ashète mé mi souvien pa si in zour mwin la manz bande pti zoizo-la. Néna si tèlman lontan !

Mé sak lé sir sé ké mwin téi di dann mon tête pti marmaye kour moyin abityé avèk lo kat zopérasion : « Si i kontinyé konmsa lé sir va vide la foré ! » Sé pou sa k'in zour kan mwin la vi in léspozission zoizo — an déssin — dsu lo mir Zardin d'léta, mwin té pa étoné kan mwin la vi la plipar bande zoizo l'avé fine disparète... Nout listoir lé kourte, lé vré, mé si nou la pass toute nout listoir a tyé bande zoizo, lo rézilta lojik sé ké bonpé zoizo i égziss pi shé nou.

Mé kant mèm néna inn-dé nouvèl la rodone amwin in pé léspoir, inn sé zour, noute bande zoizo pèrdu — 70 % dopi komansman nout listoire — va artourn pou viv shé nou si l'om, lo prinsipal déstriktèr, i désside pou vréman done in kou d'min la natir... A bien rogardé néna troi zévènman la rodone amwin in pé léspoir :

Dabor inn sète ané ankor bande

zassossyasion épi lo piblik la sov plizyèr dizène pétrel la tonb atèr avèk la limyère. Dézyèmman, mwin la vi dann télé bande jenn i sava bénévol dan la foré pou élimine lo ra, prinsipal déstriktèr lo mèrl blan, i apèl galman tuit-tit é lo nonb tuit-tuit i fé ké goumanté.

Anfin so matin mwin la lir dann zoinal néna in plan pou ramenn issi la Rényon pérush maskarègn, paré-t-il la disparu dopi 18e syèk mé ki égziss ankor dann lil Moris é dakor avèk gouvèrnman nout voizin va ramenn issi La Rényon, plizyèr pèr d'zoizo shak ané-la shé nou. Ziskatan la popilassyon pérush va trouv son plass épi va dévlopé pou ète shé nou an pèrmanans.

Mé solman si i fé lé shoz ti-dousman konmsa, mi oi pa nou rokonstityé nout patrimoine zoizo dann in tan rézonab. L'èr-la mi pans lo gran sèrvis l'anvironemen nout parti i réklam dopi lontan. Sa i fé parti nout 25 propozission pou mète La Rényon anlèr.

Gran sèrvis l'anvironeman konm fèr d'lanss noute pèp pou rokonstityé noute patrimoine zoizo — A bon ékoutèr-salu !

Justin